

SELON UN RAPPORT DU MINISTÈRE DU COMMERCE

Hausse des prix des produits de base

L'année 2015 a été marquée par une hausse des prix de détail des produits alimentaires de large consommation en Algérie. Des prix qui ont même atteint le double pour certains produits agricoles frais par rapport à l'année précédente. C'est ce qu'affirme le relevé des prix à consommateurs des produits alimentaires de base élaboré par le ministère du Commerce.

«Globalement, les prix sur le marché de détail des produits alimentaires de large consommation (produits d'épicerie, fruits et légumes frais et viandes), ont enregistré des hausses sensibles en 2015», note-t-on.

Seize fruits et légumes pris en compte par le relevé du ministère du Commerce rendu public par l'APS, ont vu leur prix moyen augmenter. Les hausses les plus significatives ont touché en premier lieu l'oignon sec qui a vu son prix moyen grimper à 72 dinars le kilo en 2015 contre 40 dinars en 2014, soit une hausse de plus de 80%. De son côté l'ail local est passé de 220 dinars le kilo en 2014 à 328 dinars le kg en 2015, soit une augmentation de plus de 49%. Quant à la pomme de terre, son prix a atteint 62 DA/kg contre 54 DA/kg, soit une hausse de plus de 15%.

Les autres légumes frais ont connu, pour leur part, des augmentations plus ou moins modérées. Le prix de la carotte a enregistré ainsi une hausse de plus de 11%, la laitue plus de 10%, la tomate plus de 7% et la courgette plus de 5%. Même les légumes secs n'ont pas été épargnés. Selon la même source, le prix moyen des lentilles a affiché la plus forte hausse à 163 DA/kg contre 112 DA soit une hausse de

plus de 46% et celui des pois chiches à 167 DA/kg contre 150 DA soit plus de 11%. Seuls les haricots secs ont dérogé à la règle. Leur prix moyen a ainsi baissé à 199 DA/kg en 2015 contre 261 DA/kg en 2014 soit - 24%. S'agissant des fruits, le prix moyen des pommes locales était à 141 DA/kg contre 135 DA (+5%) alors que les bananes étaient à 192 DA/kg contre 176 DA/kg.

Côté viandes rouges, une légère hausse des prix a été enre-

gistrée durant 2015 par rapport à l'année d'avant. La viande ovine locale s'est ainsi stabilisée à 1 322 DA/kg contre 1 309 DA (+1%) et la viande bovine congelée à 652 DA/kg contre 623 DA (+5%). Les prix moyens du poulet ont également connu une hausse pour atteindre 315 DA/kg contre 301 DA (+5%).

Les produits d'épicerie tels le concentré de tomate, le café, le riz et les pâtes alimentaires ont connu des hausses de prix variant entre 5% et 9% en 2015. Seuls pour la semoule, la farine et le lait en poudre pour adultes le prix est resté «relativement stable», ajoute le relevé des prix à consommateurs des produits alimentaires de base élaboré par ce ministère.

Synthèse Ry. N.



Photo : DR

Des prix qui ont atteint le double pour certains produits.

LES EXPERTS ÉCARTENT TOUJOURS LE RISQUE

Pas de nouvelles mesures contre le virus Zika

L'Algérie ne prendra pas de nouvelles mesures contre le virus Zika. Le comité des experts, réuni lundi, écarte toutes menaces sur le pays, pour le moment.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - L'Algérie reste vigilante mais pas alarmée face au virus Zika. Réunis lundi dernier, les experts jugent la situation tou-

jours non inquiétante pour notre pays. Le comité d'urgence chargé des arboviroses composé d'experts nationaux dans le domaine et d'experts de l'Institut national de santé publique et de l'Institut Pasteur d'Algérie chargé d'assurer le suivi de l'évolution de la situation épidémiologique et de l'évaluation du risque a été activé après que l'OMS eut déclaré le virus comme une urgence de santé publique à portée mondiale.

Le comité rappelle que le principal vecteur du virus Zika n'existe pas en Algérie qui n'a pas de liaisons aériennes directes avec les pays où le virus sévit. Il est cependant recommandé aux femmes enceintes de ne pas voyager vers ces pays à risque. Le ministère de la Santé reste vigilant, dit-il, à travers son comité d'urgence et continuera de suivre de près l'évolution de la situation épidémiologique dans le monde et

prendra au fur et à mesure, si besoin, d'autres dispositions, conformément aux dispositions du plan national de préparation, d'alerte et de riposte aux menaces sanitaires à potentiel épidémique et aux urgences sanitaires de portée internationale. Le Brésil est à ce jour le pays le plus touché par l'épidémie de Zika, avec 1,5 million de patients, suivi par la Colombie avec 22 600 cas.

S. A.

CARDIOPATHIES

Mettre en place des registres nationaux pour une meilleure prise en charge

Le chef de service cardiologie de l'établissement hospitalier Nafissa Hamoud (ex Parnet), le Pr Djamel Nibbouche a souligné mardi à Alger la nécessité de mettre en place des registres nationaux pour favoriser une meilleure prise en charge des cardiopathies et le développement de la recherche scientifique dans ce domaine.

Le spécialiste qui a encadré la première étude sur les troubles du rythme cardiaque et le syndrome coronarien aigu (SCA) occasionnant la mort, a souligné la nécessaire mise en place de registres nationaux des cardiopathies, qui constituent les principales causes de mortalité en Algérie, à hauteur de 44%.

Une forte douleur au niveau de la poitrine irradiant vers le bras droit et la mâchoire constitue un motif de consultation en urgence dans les services spécialisés, recommande le spécialiste.

Menée par le service cardiologie de Nafissa-Hamoud entre 2014 et 2015, l'étude a concerné plus de 400 patients dont la moyenne d'âge est de 60 ans (380 hommes et 87 femmes).

La plupart des malades ayant été victimes d'une crise cardiaque et transférés en urgence vers l'hôpital sont des fumeurs tandis que la deuxième catégorie de patients sont des hypertendus et diabétiques de type 2.

Selon l'étude, 48,6% de ces malades présentaient le syndrome coronarien aigu et 17 personnes (3,6%) sur l'échantillon concerné par l'étude sont décédées dans les premières heures qui ont suivi leur transfert à l'hôpital.

Selon le Pr Nibbouche, il n'existe pas à ce jour des statistiques précises sur les cas de décès, hors établissement hospitalier, d'une crise cardiaque. Les services disposant de moyens ont pu stabiliser la morbidité entre 7 et 10%, a-t-il soutenu.

S'adressant aux personnes à risque notamment les fumeurs, les hypertendus et diabétiques, le spécialiste a préconisé un bon suivi de leur maladie pour prévenir la crise cardiaque.

APS

LICENCES D'IMPORTATION DE VÉHICULES**NEUFS POUR LES CONCESSIONNAIRES****HABITUELS UNIQUEMENT**

Quel impact sur le marché de l'automobile ?

Avec un volume annuel arrêté à 152 000 véhicules neufs à importer pour cette année, le marché de l'automobile connaît d'ores et déjà un sacré chamboulement, en plus des licences d'importation sélectives.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Avec un parc national estimé à 5 voire 6 millions de véhicules aujourd'hui, le secteur de l'automobile constitue définitivement l'un des marchés les plus juteux en Algérie. Surtout que les moyens de transport public ne sont pas tellement développés.

La décision politique d'adaptation à la situation de crise par une réduction «optimale» de l'enveloppe financière liée aux importations, des produits finis particulièrement, concerne entre autres les véhicules neufs.

Ceci, au regard de leur poids financier conséquent sur la facture annuelle des importations, évaluée à près de 7 milliards de dollars en 2012. Il y a lieu de rappeler que, dans ce sens, et suite à la

récente attribution de licences d'importation aux concessionnaires, s'en sont succédé celles des quotas sur le contingent global. Ce processus, se voulant être «restrictif», admet un aspect «évasif» des véritables problématiques que cette politique peut engendrer en parallèle.

Et les économistes ont, évidemment, élaboré leur analyse des retombées d'une telle pratique sur le terrain. Il faut savoir que la limitation de ces licences et quotas aux concessionnaires habituels exclusivement, importateurs de véhicules depuis trois ans ou plus, «marginalise» les nouveaux entrants sur ce marché, évalués à une centaine d'opérateurs.

Cette exclusion, selon l'économiste Khaled Sâadna, aboutira systématiquement à du chômage en plus et à l'engraissement du marché parallèle, déjà de grande envergure.

La création d'une situation de monopole est dès lors «inévitabile», avec l'ensemble des «aspects pervers» que cela peut

générer. A savoir les prix des véhicules neufs qui vont grimper en «un temps record». Et ce sera, évidemment, le consommateur final qui subira les conséquences de cet effet «boule de neige».

Par ailleurs, l'économiste Madjid Mesbah, rejoignant le professeur K. Sâadna dans cette analyse, a rajouté que cet effet inflationniste n'affectera pas uniquement le marché des véhicules neufs, mais également celui de l'occasion. Ceci, pour conclure que ces licences d'importation, censées réduire la facture de l'import, n'y changeront «exactement» rien à la situation si ce n'est qu'elles vont «l'empirer».

En plus de «privilégier» certains opérateurs et les assembleurs de véhicules en Algérie, Renault, entre autres, cette politique «simplificatrice» s'avère «infructueuse» et productrice d'un résultat inverse.

Finalement, il n'y pas lieu de s'étonner de «l'insuccès» d'une telle décision, prise «à la hâte» et sous contrainte.

N. B.